

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΑΘΗΝΑ 22 ΑΠΡΙΛΙΟΥ 1991	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 56

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1944

Κύρωση της Διεθνούς Συμβάσεως που αφορά τη διανομή σημάτων φορέων προγραμμάτων μεταδιδομένων δια δορυφόρου

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο

Κυρώνεται και έχει την ισχύ που ορίζει το άρθρο 28 παρ.1 του Συντάγματος η Σύμβαση που αφορά τη διανομή σημάτων φορέων προγραμμάτων μεταδιδομένων δια δορυφόρου, που υπογράφηκε στις Βρυξέλλες την 21η Μαΐου 1974, της οποίας το κείμενο σε πρωτότυπο στη γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική έχει ως εξής:

CONVENTION
CONCERNANT LA DISTRIBUTION DE SIGNAUX PORTEURS DE PROGRAMMES TRANSMIS PAR SATELLITE

Les Etats contractants,

Constatant que l'utilisation de satellites pour la distribution de signaux porteurs de programmes croît rapidement tant en importance qu'en ce qui concerne étendue des zones géographiques desservies;

Préoccupés par le fait qu'il n'existe pas à l'échelle mondiale de système permettant de faire obstacle à la distribution de signaux porteurs de programmes transmis par satellite par des distributeurs auxquels ils ne sont pas destinés et que l'absence d'un tel système risque d'entraver l'utilisation des communications par satellites;

Reconnaissant à cet egard l'importance des intérêts des auteurs, des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion;

Convaincus qu'un système international doit être établi, comportant des mesures propres à faire obstacle à la distribution de signaux porteurs de programmes transmis par satellite par des distributeurs auxquels ils ne sont pas destinés;

Conscients de la necessité de ne porter ateinte en aucune façon aux conventions internationales déjà en vigueur, y compris la Convention internationale des télécommunications et le Règlement des radiocommunications annexé à cette Convention, et en particulier de n'entraver en rien une plus large acceptation de la Convention de Rome du 26 octobre 1961 qui accorde une protection aux artistes interprètes ou exécutants, aux producteurs de phonogrammes et aux organismes de radio-diffusion,

Sont convenus de ce qui suit:

Article 1

Aux fins de la présente Convention, on entend par:

i) «signal», tout vecteur produit électroniquement et apte à transmettre des programmes;

ii) «programme», tout ensemble d'images, de sons ou d' images et de sons, qui est enregistré ou non et qui est incorporé dans des signaux destinés à être distribués;

iii) «satellite», tout dispositif situé dans l'espace extra-terrestre et apte à transmettre des signaux;

iv) «signal émis», tout signal porteur de programmes qui se dirige vers un satellite ou qui passe par un satellite;

v) «signal dérivé», tout signal obtenu par la modification des caractéristiques techniques du signal émis, qu'il y ait eu ou non une ou plusieurs fixations intermédiaires;

vi) «organisme d' origine», la personne physique ou morale qui décide de quel programme les signaux émis seront porteurs;

vii) «distributeur», la personne physique ou morale qui décide de la transmission des signaux dérivés au public en général ou à toute partie de celui-ci;

viii) «distribution», toute opération par laquelle un distributeur transmet des signaux dérivés au public en général ou à toute partie de celui-ci.

Article 2

1) Tout Etat contractant s'engage à prendre des mesures adéquates pour faire obstacle à la distribution sur son territoire, ou à partir de son territoire, de signaux porteurs de programmes par tout distributeur auquel les signaux émis vers le satellite ou passant par le satellite ne sont pas destinés. Cet engagement s'étend au cas où l'organisme d'origine est ressortissant d'un autre Etat contractant et aù les signaux distribués sont des signaux dérivés.

2) Dans tout Etat contractant où l'application des mesures visées à l'alinéa 1) ci-dessus est limitée dans le temps, la durée de celle-ci est fixée par la législation nationale. Cette durée sera notifiée par écrit au Secrétaire général de l' Organisation des Nations Unies au moment de la ratification, de l'acceptation ou de l' adhésion, ou si la législation nationale y relative entre en vigueur ou est modifiée ultérieurement, dans un délai de six mois à compter de l' entrée en vigueur de cette législation ou de celle de sa modification.

3) L'engagement prévu à l' alinéa 1) ci-dessus ne s' étend pas à la distribution de signaux dérivés provenant de signaux déjà distribués par un distributeur auquel les signaux émis étaient destinés.

Article 3

La présente Convention n' est pas applicable lorsque les signaux émis par l' organisme d' origine, ou pour son compte, sont destinés à la reception directe par le public en général à partir du satellite.

Article 4

Aucun Etat contractant n' est tenu d' appliquer les mesures visées à l' article 2, alinéa 1), lorsque les signaux distribués sur son territoire, par un distributeur auquel les signaux émis ne sont pas destinés,

i) portent de courts extraits du programme porté par les signaux émis et contenant des comptes rendus d' événements d'actualité, mais seulement dans la mesure justifiée par le but d'information de ces extraits; ou bien

ii) portent, à titre de citations, de courts extraits du porgramme porté par les signaux émis, sous réserve que de telles citations soient

conformes aux bons usages et soient justifiées par leur but d' information; ou bien

iii) portent, dans le cas où le territoire est celui d' un Etat contractant considéré comme un pays en voie de développement conformément à la pratique établie de l'Assemblée générale de l' Organisation des Nations Unies, un programme porté par les signaux émis, sous réserve que la distribution soit faite uniquement à des fins d' enseignement, y compris celui des adultes, ou de recherche scientifique.

Article 5

Aucun Etat contractant ne sera tenu d' appliquer la présente Convention en ce qui concerne les signaux émis avant l' entrée en vigueur de ladite Convention à l' égard de l' Etat considéré.

Article 6

La présente Convention ne saurait en aucune façon être interprétée comme limitant ou portant atteinte à la protection accordée aux auteurs, aux artistes interpretes ou exécutants, aux producteurs de phonogrammes ou aux organismes de radiodiffusion, en vertu des législations nationale ou des conventions internationales.

Article 7

La présente Convention ne saurait en aucune façon être interprétée comme limitant la compétence de tout Etat contractant d' appliquer sa législation nationale pour empêcher tout abus de monopole.

Article 8

1) A l' exception des dispositions des alinéas 2) et 3), aucune réserve n'est admise à la présente Convention.

2) Tout Etat contractant, dont la législation nationale en vigueur à la date du 21 Mai 1974 le prévoit, peut, par une notification écrite déposée aupres du Secrétaire général de l' Organisation des Nations Unies, déclarer que pour son application la condition prévue dans l' article 2, alinéa 1), ("au cas où l' organisme d' origine est ressortissant d'un autre Etat contractant") sera considérée comme remplacée par la condition suivante: "au cas où les signaux émis le sont à partir du territoire d' un autre Etat contractant".

3) a) Tout Etat contractant qui, à la date du 21 Mai 1974, limite ou exclut la protection à l' égard de la distribution des signaux porteurs de programmes au moyen de fils, câbles ou autres voies analogues de communication, distribution qui est limitée à un public d' abonnés, peut, par une notification écrite deposée aupres du Secrétaire général de l' Organisation des Nations Unies, déclarer que, dans la mesure où et tant que sa législation nationale limite ou exclut la protection, il n' appliquera pas la présente Convention aux distributions faites de cette maniere.

b) Tout Etat, qui a déposé une notification en application du sous—alinéa a), notifiera par écrit au Secrétaire général de l' Organisation des Nations Unies, dans les six mois de leur entrée en vigueur, toutes modifications introduites dans sa législation nationale et en vertu desquelles la réserve faite aux termes de ce sous—alinéa devient inapplicable ou bien est limitée dans sa portée.

Article 9

1) La présente Convention sera déposée auprés du Secrétaire général de l' Organisation des Nations Unies. Elle restera ouverte jusqu' à la date du 31 Mars 1975 à la signature de tout Etat membre de l' Organisation des Nations Unies, de l' une des institutions spécialisées reliées à l' Organisation des Nations Unies ou de l' Agence internationale de l' energie atomique ou partie au Statut de la Cour internationale de Justice.

2) La présente Convention sera soumise à la ratification ou à l' acceptation des Etats signataires. Elle sera ouverte à l'adhésion des Etats visés a l' alinéa 1).

3) Les instruments de ratification, d' acceptation ou d'adhésion seront déposés aupres du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

4) Il est entendu qu' au moment ou un Etat devient lié par la présente Convention, il doit être en mesure, conformément à sa lésgislation nationale, de donner effet aux dispositions de la Convention.

Article 10

1) La présente Convention entrera en vigueur trois mois apres le dépôt du cinquieme instrument de ratification, d' acceptation ou d' adhésion.

2) A l' égard de chaque Etat ratifiant ou acceptant la présente Convention ou y adhérant apres le dépôt du cinquieme instrument de ratification, d' acceptation ou d' adhésion, la présente Convention entrera en vigueur trois mois apres le dépôt de son instrument.

Article 11

1) Tout Etat contractant aura la faculté de dénoncer la présente Convention par une notification écrite déposée aupres du Secrétaire général de l' Organisation des Nations Unies.

2) La dénonciation prendra effet douze mois apres la date de la réception de la notification visée à l' alinéa 1).

Article 12

1) La présente Convention est signée en un seul exemplaire en langues anglaise, espagnole, française et russe, les quatre textes faisant également foi.

2) Des textes officiels sont établis par le Directeur général de l' Organisation des Nations Unies pour l' éducation, la science et la culture et par le Directeur général de l' Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle, apres consultation des Gouvernements intéressés, dans les langues allemande, arabe, italienne, néerlandaise et portugaise.

3) Le Secrétaire général de l' Organisation des Nations Unies notifie aux Etats visés à l' article 9, alinéa 1), ainsi qu' au Directeur général de l' Organisation des Nations Unies pour l' éducation, la science et la culture, au Directeur général de l' Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle, au Directeur général du Bureau international du travail et au Secrétaire général de l' Union internationale des télécommunications:

i) les signatures de la présente Convention;

ii) le dépôt des instruments de ratification, d' acceptation ou d' adhésion;

iii) la date d' entrée en vigueur de la présente Convention aux termes de l' article 10, alinéa 1);

iv) le dépôt de toute notification visée à l' article 2, alinéa 2), ou à l' article 8, alinéas 2) ou 3), ainsi que le texte l' accompagnant;

v) la réception des notification de dénonciation.

4) Le Secrétaire général de l' Organisation des Nations Unies transmet deux exemplaires certifiés conformes de la présente Convention à tous les Etats visés à l' article 9, alinéa 1).

EN FOI DE QUOI, les soussignés dûment autorisés à cet effet ont signé la présente Convention.

FAIT à Bruxelles le vingt—et—un Mai 1974.

ΣΥΜΒΑΣΗ ΑΦΟΡΩΣΑ ΤΗ ΔΙΑΝΟΜΗ ΣΗΜΑΤΩΝ ΦΟΡΕΩΝ ΠΡΟΓΡΑΜΜΑΤΩΝ ΜΕΤΑΔΙΔΟΜΕΝΩΝ ΔΙΑ ΔΟΡΥΦΟΡΟΥ ΣΥΝΑΦΘΕΙΣΑ ΣΤΙΣ ΒΡΥΞΕΛΛΕΣ ΤΗΝ 21η ΜΑΪΟΥ 1974

Τα συμβαλλόμενα χράτη:

— Διαπιστώνοντα ότι η χρήση των δορυφόρων για τη διανομή σημάτων φορέων προγραμμάτων αυξάνεται ταχέως τόσο ως προς την σημασία όσο και εις ό,τι αφορά την έκταση των εξυπηρετούμενων γεωγραφικών ζωνών·

— Ανησυχούντα εκ του γεγονότος ότι δεν υφίσταται επί παγκοσμίου επιπέδου σύστημα επιτρέπον την παρεμπόδιση της διανομής των σημάτων φορέων προγραμμάτων μεταδιδομένων δια δορυφόρου υπό διανομέων προς τους οποίους δεν προορίζονται και ότι η έλλειψη ενός τέτοιου συστήματος δημιουργεί κίνδυνο παρενόχλησης της χρήσης των επικοινωνιών δια δορυφόρου·

— Αναγνωρίζοντα εν προκειμένω την σπουδαιότητα των συμφερόντων των δημιουργών, των καλλιτεχνών—ερμηνευτών ή εκτελεστών, των παραγωγών φωνογραμμάτων και των οργανισμών ραδιοτηλεόρασης·

— Πεπεισμένα ότι θα πρέπει να δημιουργηθεί ένα διεθνές σύστημα περιλαμβάνον πρόσφορα μέτρα παρεμποδίσεως της διανομής των σημάτων φορέων προγραμμάτων μεταδιδομένων δια δορυφόρων υπό διανομέων προς τους οποίους δεν προορίζονται·

— Συνειδητοποιώντας την αναγκαιότητα της μη παραβιάσεως κατ' ουδένα τρόπο των ήδη εν ισχύι διεθνών συμβάσεων, περιλαμβανομένης της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών και του προσηρτημένου σ' αυτήν Κανονισμού Ραδιοτηλεπικοινωνιών και ιδιαιτέρως της επ' ουδενί παρεμποδίσεως μίας πιο ευρείας αποδοχής της Σύμβασης της Ρώμης

της 26ης Οκτωβρίου 1961, η οποία παρέχει προστασία στους καλλιτέχνες–ερμηνευτές ή εκτελεστές, στους παραγωγούς φωνογραμμάτων και στους οργανισμούς ραδιοτηλεόρασης, Συνομολογούν τα κάτωθι:

Άρθρο 1

Για τους σκοπούς της παρούσης Συμβάσεως σημαίνουν:

I. «Σήμα»: κάθε ακτίνα παραχθείσα ηλεκτρονικώς και ικανή να μεταδώσει προγράμματα.

II. «Πρόγραμμα»: Κάθε ενότης εικόνων, ήχων ή ήχων και εικόνων αποτυπωμένων ή μη και η οποία έχει ενσωματωθεί εντός σημάτων προοριζομένων να διανεμηθούν.

III. «Δορυφόρος»: Κάθε αντικείμενο που είναι τοποθετημένο στο εξωγήϊνο διάστημα και ικανό να μεταδώσει σήματα.

IV. «Σήμα μεταδιδόμενο»: Κάθε σήμα φορέας προγραμμάτων, το οποίο κατευθύνεται προς δορυφόρο ή το οποίο διέρχεται δι' ενός δορυφόρου.

V. «Σήμα παράγωγο»: Κάθε σήμα λαμβανόμενο δια τροποποιήσεως των τεχνικών χαρακτηριστικών του μεταδιδομένου σήματος και το οποίο έχει υποστεί μία ή περισσότερες ενδιάμεσες προσαρμογές.

VI. «Οργανισμός εκπομπής»: Οποιοδήποτε φυσικό ή νομικό πρόσωπο, το οποίο αποφασίζει ποίου προγράμματος θα είναι φορείς τα μεταδιδόμενα σήματα.

VII. «Διανομέας»: Το φυσικό ή νομικό πρόσωπο, το οποίο αποφασίζει περί της μετάδοσης των παραγώγων σημάτων προς το κοινό στο σύνολό του ή προς τμήμα αυτού.

VIII. «Διανομή»: Οποιαδήποτε ενέργεια δια της οποίας ένας διανομέας μεταδίδει παράγωγα σήματα προς το κοινό στο σύνολό του ή προς τμήμα αυτού.

Άρθρο 2

1. Κάθε συμβαλλόμενο κράτος υποχρεούται να λαμβάνει τα κατάλληλα μέτρα παρεμποδίσεως της μεταδόσεως στο έδαφός του ή από το έδαφός του των σημάτων προγραμμάτων υφ' οιουδήποτε διανομέως, προς τον οποίο δεν προορίζονται τα υπό δορυφόρου ή μέσων δορυφόρου μεταδιδόμενα σήματα.

Η υποχρέωση αυτή υφίσταται στην περίπτωση, κατά την οποία ο οργανισμός εκπομπής εδρεύει σε άλλο συμβαλλόμενο κράτος ή εφ' όσον πρόκειται περί σημάτων παραγώγων.

2. Σε όλα τα συμβαλλόμενα κράτη, εις τα οποία η εφαρμογή των υπό της ως άνω παραγράφου 1 προβλεπομένων μέτρων είναι χρονικά περιορισμένη, η διάρκειά τους θα καθορίζεται υπό της εθνικής νομοθεσίας. Η διάρκεια αυτή θα γνωστοποιείται εγγράφως στο Γενικό Γραμματέα των Ηνωμένων Εθνών κατά τη στιγμή της επικυρώσεως, της αποδοχής ή της προσχωρήσεως ή εάν η σχετική εθνική νομοθεσία τίθεται σε ισχύ ή τροποποιείται μεταγενεστέρως εντός προθεσμίας έξι μηνών από της θέσεως σε ισχύ της εν λόγω νομοθεσίας ή της τροποποιήσεώς της.

3. Η υπό της ως άνω παραγράφου 1 προβλεπομένη υποχρέωση δεν εκτείνεται εις την διανομή παραγώγων σημάτων προερχομένων από σήματα ήδη διανεμηθέντα υπό ενός διανομέως για τον οποίο ήταν προορισμένα τα μεταδιδόμενα σήματα.

Άρθρο 3

Η παρούσα σύμβαση δεν εφαρμόζεται όταν τα μεταδιδόμενα σήματα από τον οργανισμό εκπομπής ή για λογαριασμό αυτού προορίζονται για απευθείας λήψη από το κοινό και προέρχονται από δορυφόρο.

Άρθρο 4

Κανένα από τα συμβαλλόμενα κράτη δεν υποχρεούται να εφαρμόσει τα μέτρα που προβλέπονται από την παράγραφο 1 του άρθρου 2, εφ' όσον τα εις το έδαφός του μεταδιδόμενα σήματα προερχόμενα από διανομέα, για τον οποίο δεν απευθύνονταν:

1) Περιέχουν μικρά αποσπάσματα προγράμματος του μεταδιδόμενου δια των σημάτων και το οποίο περιλαμβάνει αναφορά γεγονότων της επικαιρότητος, μόνο όμως προς το σκοπόν της πληροφορήσεως και κατά το μέτρο που δικαιολογείται για τα αποσπάσματα αυτά, ή

2) Περιέχουν υπό μορφή παραπομπών μικρά αποσπάσματα προγράμματος μεταδιδομένου δια των σημάτων υπό την επιφύλαξη ότι οι παραπομπές αυτές θα είναι συμβιβαστές προς τα χρηστά ήθη και προς το σκοπόν της πληροφορήσεως, ή

3) Περιέχουν πρόγραμμα μεταδιδόμενο δια σημάτων σε έδαφος κράτους θεωρουμένου ως αναπτυσσομένου κατά την πρακτική της Γενικής Συνέλευσης του Ο.Η.Ε., υπό την επιφύλαξη ότι η εκπομπή έχει μοναδικό σκοπό την εκπαίδευση, περιλαμβανομένης και της εκπαιδεύσεως που απευθύνεται στους ενήλικες καθώς και της επιστημονικής έρευνας.

Άρθρο 5

Κανένα συμβαλλόμενο κράτος δεν υποχρεούται να εφαρμόσει την παρούσα σύμβαση όσον αφορά τα μεταδιδόμενα σήματα πριν αυτή τεθεί σε ισχύ στο αντίστοιχο κράτος.

Άρθρο 6

Η παρούσα σύμβαση με κανένα τρόπο δεν μπορεί να ερμηνευθεί ως περιορίζουσα ή παρεμποδίζουσα την παρεχόμενη προστασία στους δημιουργούς, στους καλλιτέχνες, ερμηνευτές ή εκτελεστές, στους παραγωγούς φωνογραμμάτων ή στους οργανισμούς ραδιοτηλεόρασης δυνάμει των εθνικών νομοθεσιών ή των διεθνών συμβάσεων.

Άρθρο 7

Η παρούσα σύμβαση δεν μπορεί σε καμία περίπτωση να ερμηνευθεί ως περιορίζουσα την αρμοδιότητα παντός συμβαλλόμενου κράτους να εφαρμόσει την εθνική του νομοθεσία για να αποτρέψει κάθε κατάχρηση μονοπωλιακής θέσεως.

Άρθρο 8

1. Εξαιρουμένων των διατάξεων των παραγράφων 2 και 3, δεν επιτρέπεται καμία επιφύλαξη επί της παρούσης συμβάσεως.

2. Κάθε συμβαλλόμενο κράτος, εφ' όσον η ισχύουσα κατά την 21η Μαΐου 1974 νομοθεσία του το προβλέπει, μπορεί δι' ανακοινώσεώς του, κατατιθεμένης ενώπιον του Γενικού Γραμματέα του Ο.Η.Ε., να δηλώσει ότι, για την εφαρμογή της παρούσης συμβάσεως, ο όρος που περιέχεται στο άρθρο 2 παράγραφος 1 («στην περίπτωση κατά την οποία ο οργανισμός εκπομπής εδρεύει σε άλλο συμβαλλόμενο κράτος») θα αντικαθίσταται από τον ακόλουθο όρο: «σε περίπτωση που τα μεταδιδόμενα σήματα προέρχονται από το έδαφος ενός άλλου συμβαλλόμενου κράτους».

3. α) Κάθε συμβαλλόμενο κράτος, το οποίο κατά την 21η Μαΐου 1974 περιορίζει ή αποκλείει την προστασία σχετικά με τη διανομή σημάτων φορέων προγραμμάτων μέσω συρμάτων, καλωδίων ή αναλόγων μεθόδων επικοινωνίας, διανομή, η οποία περιορίζεται σε κοινό συνδρομητών, μπορεί δι' ανακοινώσεώς του, κατατιθεμένης ενώπιον του Γενικού Γραμματέα του Ο.Η.Ε., να δηλώσει ότι, καθ' ο μέτρο η εσωτερική του νομοθεσία περιορίζει ή αποκλείει την προστασία, δεν θα εφαρμόσει την παρούσα σύμβαση σε διανομές πραγματοποιηθείσες κατ' αυτόν τον τρόπο.

β) Κάθε κράτος, το οποίο θα καταθέσει ανακοίνωση κατ' εφαρμογή του εδαφίου (α) θα γνωστοποιήσει εγγράφως στο Γενικό Γραμματέα του Ο.Η.Ε., και εντός έξι μηνών από θέσεώς της σε ισχύ κάθε τροποποίηση που επέρχεται στην εσωτερική του νομοθεσία, δυνάμει της οποίας επιφύλαξη διατυπωθείσα κατά τους όρους του εν λόγω εδαφίου καθίσταται ανεφάρμοστη ή περιορίζεται η έκτασή της.

Άρθρο 9

1. Η παρούσα σύμβαση θα κατατεθεί ενώπιον του Γενικού Γραμματέα του Ο.Η.Ε., θα παραμείνει μέχρι 31ης Μαρτίου 1975 ανοικτή προς υπογραφή από οποιοδήποτε κράτος–μέλος του Ο.Η.Ε., υπό οιουδήποτε των εξειδικευμένων οργανισμών συνδεδεμένων με τον Ο.Η.Ε. ή με το Διεθνή Οργανισμό Ατομικής Ενέργειας ή μέλος του καταστατικού του Διεθνούς Δικαστηρίου.

2. Η παρούσα σύμβαση υπόκειται στην επικύρωση ή την αποδοχή των κρατών που την υπέγραψαν. Θα είναι ανοικτή σε προσχωρήσεις σύμφωνα με την 1η παράγραφο.

3. Τα έγγραφα επικυρώσεως, αποδοχής ή προσχωρήσεως θα κατατίθενται ενώπιον του Γενικού Γραμματέα του Ο.Η.Ε..

4. Συμφωνείται ότι, αφ' ης στιγμής ένα κράτος δεσμευτεί από την παρούσα σύμβαση, πρέπει να είναι σε θέση, σύμφωνα με την εθνική του νομοθεσία, να εφαρμόσει τις διατάξεις της.

Άρθρο 10

1. Η παρούσα σύμβαση τίθεται σε ισχύ τρεις μήνες από την κατάθεση του πέμπτου εγγράφου επικυρώσεως, αποδοχής ή προσχωρήσεως.

2. Από της πλευράς κράτους επικυρούντος, αποδεχομένου ή προσχωρούντος στην παρούσα σύμβαση μετά την κατάθεση του πέμπτου εγγράφου επικυρώσεως, αποδοχής ή προσχωρήσεως, η παρούσα σύμβαση τίθεται σε ισχύ τρεις μήνες μετά την υπ' αυτού κατάθεση του εγγράφου του.

Άρθρο 11

1. Κάθε συμβαλλόμενο κράτος θα έχει την ευχέρεια να καταγγέλλει την παρούσα σύμβαση δια γραπτής ανακοινώσεώς του κατατιθεμένης ενώπιον του Γενικού Γραμματέα του Ο.Η.Ε..

2. Η καταγγελία ισχύει δώδεκα μήνες μετά την ημερομηνία λήψης της ανακοινώσεως που προβλέπει η 1η παράγραφος.

Άρθρο 12

1. Η παρούσα σύμβαση υπεγράφη σε ένα μόνο αντίτυπο σε γλώσσες αγγλική, ισπανική, γαλλική και ρωσσική, τα δε τέσσερα κείμενα θεωρούνται ισότιμα.

2. Επίσημα κείμενα έχουν συνταχθεί από το Γενικό Διευθυντή της ΟΥΝΕΣΚΟ και το Γενικό Διευθυντή του Παγκόσμιου Οργανισμού Πνευματικής Ιδιοκτησίας, σε γλώσσες γερμανική, αραβική, ιταλική, ολλανδική και πορτογαλική κατόπιν γνώμης των αντίστοιχων κυβερνήσεων.

3. Ο Γενικός Γραμματέας του Ο.Η.Ε. γνωστοποιεί στα κράτη του άρθρου 9 παράγραφος 1 στο Γενικό Διευθυντή της ΟΥΝΕΣΚΟ, στο Γενικό Διευθυντή του Παγκόσμιου Οργανισμού Πνευματικής Ιδιοκτησίας, στο Γενικό Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας καθώς και στο Γενικό Διευθυντή της Διεθνούς Ενώσεως Τηλεπικοινωνιών:

α) Τις υπογραφές στην παρούσα σύμβαση.

β) Τις καταθέσεις των εγγράφων επικυρώσεως, αποδοχής ή προσχωρήσεως.

γ) Την ημερομηνία θέσεως σε ισχύ της παρούσης συμβάσεως κατά τους όρους του άρθρου 10 παρ. 1.

δ) Την κατάθεση οποιασδήποτε ανακοινώσεως προβλεπομένης από το άρθρο 2 παρ. 2, το άρθρο 8 παρ. 2 ή 3 καθώς και το κείμενο που τη συνοδεύει.

ε) Τη λήψη των εγγράφων καταγγελίας.

4. Ο Γενικός Γραμματέας του Ο.Η.Ε. διαβιβάζει δύο επικυρωμένα αντίτυπα της παρούσης συμβάσεως σε κάθε κράτος που προβλέπει το άρθρο 9 παρ. 1.

Εις πίστωση του παρόντος οι κάτωθι υπογεγραμμένοι, δεόντως εξουσιοδοτημένοι προς το σκοπό αυτόν, υπέγραψαν την παρούσα σύμβαση.

Έγινε στις Βρυξέλλες την 21η Μαΐου 1974.

Άρθρο δεύτερο

Η ισχύς του νόμου αυτού αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως, της δε κυρουμένης Συμβάσεως από την ολοκλήρωση των προϋποθέσεων του άρθρου 10 αυτής.

Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 12 Απριλίου 1991

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
Α. ΣΑΜΑΡΑΣ

ΥΦΥΠ. ΠΡΟΕΔΡΙΑΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΗΣ
ΒΥΡΩΝ ΠΟΛΥΔΩΡΑΣ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους

Αθήνα, 16 Απριλίου 1991

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΑΘΑΝΑΣΙΟΣ ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΥΛΟΣ

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ